

CORRIGÉ DES ACTIVITÉS ET LIENS AVEC LE DIH

Ce corrigé regroupe les réponses aux activités en lien avec la visite consacrée au droit international humanitaire (DIH). Chaque réponse est accompagnée d'exemples concrets et d'explications détaillées sur les articles pertinents des Conventions de La Haye, des différentes Conventions de Genève et de leurs Protocoles additionnels, ainsi que d'autres instruments juridiques applicables. Ces références visent à illustrer la manière dont les principes du DIH s'appliquent aux situations abordées lors de la visite, offrant une compréhension claire et pratique des obligations et protections en contexte de conflit armé.

1. LA CROIX-ROUGE AU FRONT

En analysant la vitrine, les photos et les objets, dressez la liste des différents rôles joués par les services de santé de l'armée belge en 14-18.

Réponse :

- Premiers soins
- Ambulancier
- Aumônier
- Brancardier
- Opération chirurgicale
- Service funéraire

Lien avec le DIH

La première Convention de Genève, adoptée en 1864, protège les blessés de guerre ainsi que le personnel médical et garantit l'accès aux soins pour tous les combattants, sans distinction de camp. Elle repose sur quatre principes fondamentaux :

- Protection et immunité des établissements de soins accueillant les soldats blessés.
- Soins sans distinction pour tous les combattants, quels que soient leur nationalité ou leur camp.
- Protection des civils apportant une aide aux services de santé.
- Reconnaissance de la croix rouge sur fond blanc comme emblème distinctif pour identifier le personnel et les équipements protégés par la Convention.

La croix rouge sur fond blanc est adoptée comme emblème historique du Mouvement international de la Croix-Rouge, en hommage au Suisse Henry Dunant, son fondateur. Elle reprend les couleurs inversées du drapeau suisse.

Pour répondre aux sensibilités culturelles et religieuses, d'autres emblèmes ont été reconnus par le DIH :

- Le Croissant-Rouge, adopté par de nombreux États musulmans pour éviter l'association entre la croix et le christianisme.
- Le Lion-et-Soleil Rouge, utilisé historiquement par l'Iran jusqu'en 1980.
- Le Bouclier Rouge de David, emblème revendiqué par Israël, mais non reconnu comme emblème protégé.
- Le Cristal-Rouge, introduit par le Protocole additionnel III de 2005 : universel et neutre, cet emblème permet à chaque Société nationale d'y intégrer ses propres symboles, sans connotation religieuse. Il répond ainsi aux enjeux contemporains de perception culturelle, en garantissant une protection sans ambiguïté, quel que soit le contexte géopolitique.

Les emblèmes ont deux fonctions principales :

- une fonction **indicative** : ils identifient les personnes, équipements ou installations affiliés au Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (CICR, Sociétés nationales, FICR), en temps de paix ou de conflit armé. Cet usage n'accorde aucune protection spécifique en vertu du DIH (autre que la protection générale contre les attaques liée au statut civil du personnel et de son matériel). L'emblème doit être de petite dimension, afin d'éviter toute confusion avec le signe protecteur.
- une fonction **protectrice** : en période de conflit armé, ils confèrent au personnel médical et religieux ainsi qu'aux unités et aux moyens de transports sanitaires une immunité contre les attaques militaires directes. L'emblème porté ou arboré par ces personnes et biens doit être suffisamment grand et visible de l'ennemi, même à grande distance. Toutefois, l'absence d'emblème ne prive pas ces personnes ou ces biens de la protection que leur accorde le DIH, car le rôle de l'emblème est uniquement de faciliter leur identification ou leur reconnaissance.

L'usage abusif de ces emblèmes est strictement interdit par le DIH, notamment par les dispositions suivantes : CG-I art. 44 et 53 ; CG-II art. 44 ; PA-I art. 37 §1 d) et art. 38 ; PA-II art.12 ; PA-III art. 2 §3 ; règles 59 à 61 du DIH coutumier. Sont prohibées l'imitation, c'est-à-dire l'utilisation d'un signe qui, par sa forme ou sa couleur, pourrait être confondu avec l'un des emblèmes reconnus, et l'usurpation, c'est-à-dire l'utilisation de l'emblème par une personne ou par une organisation qui n'y est pas autorisée ou par des personnes autorisées, mais de manière non conforme aux règles du DIH.

Pareil abus peut constituer une violation grave du DIH et, dans certains cas, un acte de perfidie, prohibé par l'article 37 du PA-I et reconnu comme crime de guerre par l'article 8 du Statut de Rome.

Exemple : des combattants qui fuient à bord d'un véhicule arborant un emblème protecteur (Croix-Rouge, Croissant-Rouge...) commettent une violation grave du DIH, car ils usurpent un signe protégé. Si cette manœuvre a pour but de tromper l'adversaire afin de se mettre en sécurité en abusant de la confiance liée au symbole, l'acte peut également être qualifié de perfidie. Si le véhicule est de surcroît utilisé pour attaquer l'ennemi, il s'agit clairement d'un acte de perfidie, car l'emblème est employé pour induire l'adversaire en erreur et l'empêcher de se défendre.

Cette réglementation vise à préserver la neutralité et l'efficacité des emblèmes humanitaires, essentielles pour la protection des victimes des conflits armés.

2. CAPTIFS DE LA GRANDE GUERRE

Mettez en relation ces quelques articles qui les concernent et les objets qui s'y rapportent. Pensez-vous que ces articles soient respectés ? (Les réponses se trouvent dans les cartels à droite de la vitrine.)

Réponse :

Article 4 : uniforme

Article 5 : numéro de matricule

Article 6 : sabots

Article 7 : gobelet

Article 8 : fer de cheville

Article 15 : sac de toile provenant d'un colis

Lien avec le DIH

Avant 1929, le traitement des prisonniers de guerre est principalement régi par les Conventions de La Haye de 1899 et 1907, notamment le Règlement annexé à la Convention IV de 1907. Ces règles se révèlent insuffisantes face aux réalités de la Première Guerre mondiale, caractérisée par un afflux massif de captifs. Cette expérience conduit à l'élaboration de la Convention de Genève de 1929 relative au traitement des prisonniers de guerre, qui pose les bases d'un cadre plus solide. Ce texte est ensuite remplacé et perfectionné par la troisième Convention de Genève de 1949 (CG-III), qui demeure la référence actuelle.

Enrichie par les leçons de 1914-1918 et de 1939-1945, la CG-III de 1949 régit en détail le traitement des prisonniers de guerre :

- Alimentation : les articles 26 à 28 garantissent une nourriture adéquate en qualité et quantité.
- Services de santé : les articles 30 à 32 imposent la présence de services médicaux dans chaque camp d'internement.
- Localisation et protection des camps : les articles 22 à 24 fixent les règles relatives aux lieux d'internement, à leur construction, et à la protection des internés contre les dangers du conflit.
- Travail des prisonniers : les articles 49 à 57 encadrent les conditions de travail, interdisant les tâches dangereuses ou humiliantes.
- Relations avec l'autorité détentric : les articles 78 à 109 régissent les droits des prisonniers, y compris leurs relations avec l'État détenteur et les garanties judiciaires auxquelles ils ont droit. En ce qui concerne les tentatives d'évasion, l'article 91 prévoit qu'un prisonnier recapturé ne peut être soumis qu'à des sanctions disciplinaires, et non pénales, sauf s'il a commis des crimes (ex. : actes de violence) durant son évasion.
- Rapatriement : les articles 118 à 119 prévoient le rapatriement des prisonniers après la fin des hostilités ou, en cas de maladie grave, pendant le conflit.

L'expérience des guerres mondiales a permis de mieux comprendre les besoins des prisonniers et l'importance d'une préparation adéquate par rapport à leur accueil. Elle a ainsi conduit à l'évolution progressive du cadre juridique, des règles de La Haye (1899-1907) à la Convention de Genève de 1929, puis à celle de 1949. Cette dernière, toujours en vigueur, offre une protection complète et détaillée aux prisonniers de guerre, répondant aux insuffisances révélées par les conflits mondiaux.

3. GAZ ET GUERRE

Analysez les différentes vitrines et pancartes et dressez la liste des éléments, protections et outils antigaz disponibles pour les soldats et animaux de la Grande Guerre.

Réponse :

- Pompes à air
- Filtre à air
- Masque à gaz
- Tampons/bâillon/foulard imbibés d'eau, de bicarbonate de soude ou d'urine
- Compresses imbibées d'hyposulfite

Lien avec le DIH

En réaction aux horreurs de la guerre chimique, le Protocole de Genève de 1925 interdit l'emploi de gaz asphyxiants, toxiques ou similaires, ainsi que de moyens bactériologiques dans les conflits armés. Pilier du droit international humanitaire post-1918, ce traité s'inscrit dans le

principe d'humanité, qui vise à limiter les souffrances inutiles et les maux superflus infligés aux combattants et aux civils, un principe aujourd'hui codifié par l'article 35 du Protocole additionnel I de 1977. Le Protocole de 1925 constitue la première réponse juridique majeure à l'usage des armes chimiques, cherchant à prévenir la répétition des atrocités de la Première Guerre mondiale.

L'interdiction de l'usage des armes chimiques est largement reconnue comme une norme coutumière contraignante. Certains avis juridiques la considèrent même comme une norme impérative (*jus cogens*), universellement contraignante et applicable, même en l'absence de traité. En 1993, elle est renforcée par la Convention sur l'interdiction des armes chimiques (CIAC), qui va au-delà du Protocole de 1925 en interdisant non seulement l'usage, mais aussi la production, l'acquisition, le stockage et le transfert des armes chimiques. Si le Protocole de 1925 reste le texte fondamental élaboré en réponse à la Grande Guerre, la CIAC de 1993 complète et systématise cette interdiction, en s'appuyant sur le principe d'humanité et en renforçant les mécanismes de contrôle et de vérification.

Ainsi, l'évolution du cadre juridique, du Protocole de 1925 à la Convention de 1993, reflète l'engagement de la communauté internationale à proscrire les armes chimiques. Cet engagement s'enracine dans l'interdiction des maux superflus et s'appuie sur une norme coutumière impérative, garantissant une protection accrue contre ces armes inhumaines.

4. LA PROTECTION DES BIENS CULTURELS EN TEMPS DE GUERRE

Réponse :

« L'Incendie de Louvain » (1914), peint par Franz Gailliard, est une œuvre marquante qui immortalise le tragique incendie de Louvain pendant la Première Guerre mondiale. S'inscrivant dans la veine impressionniste, Gailliard utilise la technique divisionniste, caractérisée par une écriture tantôt pointilliste – visible dans le crépitement des flammes autour de l'hôtel de ville ou l'amas de cendres au premier plan –, tantôt cursive, notamment dans la fumée dense qui émane des bâtiments en proie aux flammes. La touche empâtée, mais parfois très aérée, laisse apparaître la couche de préparation de la toile. Les couleurs pures appliquées côte à côte produisent un effet lumineux saisissant. Cette approche permet à Gailliard de retranscrire l'atmosphère chaotique et dramatique de la destruction, grâce à des jeux de lumière et des teintes vives qui soulignent la violence de l'événement.

Les photos des destructions de la Halle aux draps et de la cathédrale Saint-Martin d'Ypres pendant la Première Guerre mondiale illustrent des scènes dévastatrices. L'impressionnant édifice gothique de la Halle aux draps, avec sa tour élancée et ses façades ornées, est réduit à

un squelette de pierre. Ses murs se sont effondrés et son toit a disparu ; il ne subsiste que des arches brisées et des débris épars. La cathédrale Saint-Martin, autrefois surmontée d'un clocher majestueux, est méconnaissable. Sa structure centrale, effondrée, laisse apparaître des fragments de vitraux brisés et des pans de murs noircis par les incendies, tandis qu'autour de sa base s'entassent les gravats causés par les bombardements. Ces photos dégagent une atmosphère de désolation : l'élégance des vestiges contraste avec le chaos, soulignant l'ampleur des destructions provoquées par les combats.

- La peinture de Gailliard est une interprétation artistique dont le but est de créer une atmosphère dramatique et lumineuse. Les photographies, en revanche, documentent les ruines d'Ypres de manière réaliste et objective, capturant des détails physiques comme des murs effondrés et des vitraux brisés.
- La peinture met l'accent sur l'émotion et l'esthétique. Les jeux de couleurs pures et la touche empâtée restituent la vision subjective de l'artiste face au chaos. Les photos, quant à elles, présentent une vision brute et factuelle de la réalité. Elles illustrent la désolation sans filtre artistique.
- Gailliard se concentre sur des éléments comme les flammes et la fumée autour de bâtiments identifiables (hôtel de ville, église), suggérant une scène en cours. Les photographies rendent compte des conséquences des bombardements – la Halle aux draps réduite à un squelette de pierre, la cathédrale Saint-Martin effondrée –, soulignant l'étendue du désastre.

L'œuvre de Gailliard est une création intentionnelle, avec une narration visuelle stylisée, alors que les photographies sont des enregistrements documentaires, capturant la réalité sans intention artistique prédéfinie.

Lien avec le DIH

La protection des biens culturels en temps de conflit armé puise ses fondements dans le droit international humanitaire bien avant 1954. Dès 1907, le Règlement annexé à la Convention de La Haye (article 27) interdit de diriger des attaques contre des monuments historiques et des institutions culturelles ou religieuses, sauf lorsque ceux-ci sont utilisés par l'adversaire à des fins militaires. Toutefois, les destructions massives des deux guerres mondiales, telles que les bombardements de villes historiques (comme Louvain en 1914, ou l'abbaye du Mont-Cassin en 1944) et les pillages d'œuvres d'art, révèlent les limites de ces protections. En réponse, la Convention de La Haye de 1954 relative à la protection des biens culturels en cas de conflit armé renforce et systématise ces obligations, marquant une étape clé dans l'évolution du cadre juridique.

La Convention de 1954 impose aux États signataires des mesures concrètes pour protéger les biens culturels (bibliothèques, musées, archives, monuments, sites archéologiques, etc.) contre les destructions, pillages ou utilisations militaires inappropriées. Ses principaux points sont :

- interdiction de cibler les biens culturels, sauf en cas de nécessité militaire impérative ;
- protection contre le pillage et la destruction intentionnelle ;
- interdiction d'utiliser les biens culturels ou leurs environs immédiats à des fins militaires susceptibles de les exposer à des attaques ;
- mesures préparatoires en temps de paix, comme l'inventorisation des biens, leur signalement et la mise en place de structures de sauvegarde.

Le Bouclier bleu, emblème distinctif de la Convention, identifie les biens culturels protégés. Il peut être utilisé pour signaler aux forces armées le statut spécial de sites ou d'objets et éviter qu'ils soient la cible d'attaques. La Convention distingue également les biens bénéficiant d'une protection spéciale (ex. : refuges pour biens mobiliers, centres monumentaux). Depuis les Protocoles additionnels de 1999, elle prévoit également une protection renforcée pour les biens d'une importance exceptionnelle.

Ces protocoles modernisent la Convention de 1954 en réponse aux conflits des années 1990, notamment aux guerres en ex-Yougoslavie, au cours desquelles la vieille ville de Dubrovnik a été délibérément visée. Le Premier Protocole (1954, révisé en 1999) renforce l'interdiction du pillage et la restitution des biens culturels illicitement exportés. Le Second Protocole (1999) introduit :

- une protection renforcée pour les biens culturels d'importance universelle, avec des critères stricts et la création d'un comité international chargé de les désigner ;
- des sanctions pénales pour les violations graves, comme la destruction intentionnelle de biens protégés, considérées comme des crimes de guerre (en lien avec l'article 8 du Statut de Rome de la Cour pénale internationale) ;
- une meilleure définition de la nécessité militaire, limitant les exceptions à l'interdiction d'attaques.

La Convention de 1954 et ses Protocoles restent pertinents face aux défis actuels, comme la destruction de Palmyre (Syrie, 2015) ou des mausolées de Tombouctou (Mali, 2012).

5. LES GRAINES DU CHAOS : GUERRES ET EXPLOSIFS

Code de la bombe : 35-32-42-13.

35 : car T. Mi 35 inscrit à la peinture blanche sur la *Tellermine* 35 exposée dans la vitrine.

32 : pour la roquette incendiaire de 32 cm.

42 : pour la *Schützenmine* en bois allemande.

13 : car 13A inscrit à la peinture blanche sur la roquette incendiaire exposée dans la vitrine.

Lien avec le DIH

En raison de leur caractère indiscriminé, les mines antipersonnel causent des blessures graves (amputations, cécité) et des pertes civiles, même après les conflits. Leur réglementation dans le droit international humanitaire évolue avec deux textes clés : le Protocole II de la Convention sur les armes classiques de 1980, qui limite leur usage, et la Convention d'Ottawa de 1997, qui en interdit totalement l'emploi. Cette évolution répond aux conséquences humanitaires inacceptables mises en évidence lors des conflits au Cambodge et en ex-Yougoslavie. Le Protocole II de la Convention de 1980 encadre l'emploi des mines et des pièges afin de réduire les maux superflus et de protéger les civils. Il prévoit notamment :

- l'interdiction des armes visant les civils ou des pièges camouflés dans des objets civils (ex. : des jouets) ;
- l'interdiction des mines non détectables ou dépourvues de mécanisme d'autodestruction ;
- l'obligation d'enregistrer les champs de mines et d'assurer leur déminage après la fin des conflits.

En dépit de ces règles, le Protocole II autorise encore certaines mines antipersonnel, et son application est limitée. Les conflits des années 1980-1990 mettent ses failles en évidence et conduisent des ONG, comme l'ICBL (International Campaign to Ban Landmines), à réclamer leur abolition totale.

Considérées comme incompatibles avec les principes fondamentaux du DIH en raison de leurs effets indiscriminés et des souffrances inutiles qu'elles provoquent, les mines antipersonnel sont entièrement interdites en 1997, par la Convention d'Ottawa. Cette dernière impose notamment :

- l'interdiction de leur emploi, de leur production, de leur stockage et de leur transfert ;
- la destruction des stocks dans un délai de quatre ans ;
- le déminage dans un délai de dix ans ;
- l'assistance aux victimes : soins (prothèses), réhabilitation sociale et soutien économique.

Ratifiée par une grande partie des États du monde, cette convention permet la destruction de millions de mines et le déminage de nombreuses zones affectées. Cependant, bien que certaines de ses obligations reflètent des normes du droit coutumier, elle ne permet pas encore d'atteindre un consensus universel sur l'interdiction absolue des mines antipersonnel. Elle prévoit une assistance aux victimes, souvent handicapées, comprenant des soins médicaux (prothèses, rééducation), des initiatives de réhabilitation (inclusion sociale) et des actions de soutien dans les zones rurales. Le CICR et diverses ONG facilitent la mise en œuvre de cette assistance, comme au Cambodge ou en Bosnie.

Cette transition du cadre réglementaire du Protocole II vers l'interdiction totale instaurée par la Convention d'Ottawa illustre l'évolution du DIH vers une approche centrée sur la protection des civils et la prévention des maux superflus.

6. LA GUERRE DANS LES AIRS...

Retrouvez dans les vitrines différents objets permettant de prévenir les bombardements ou de s'en protéger. Identifiez-les et déterminez leur fonction pendant un bombardement.

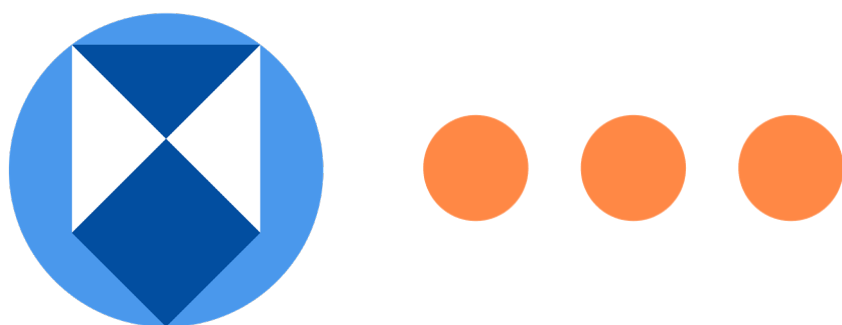
Réponse :

- Sirène/Système d'alerte
- Casque appartenant à un membre de la Défense passive
- Sac de sable pour éteindre l'incendie
- Ampoule d'occultation pour masquer les cibles à l'aviation ennemie
- Masque anti-gaz pour se protéger des gaz libérés par les explosions
- Paire de gants anti-incendie pour se protéger des flammes et de la chaleur
- Artillerie anti-aérienne

Sur le panneau « Objectifs et résultats des bombardements », quatre photos représentent des cibles des bombardements. Parmi ces quatre cibles, laquelle, selon vous, bénéficie actuellement d'une protection supplémentaire, représentée par un emblème spécifique ?

Réponse :

Certains lieux, dits « contenant des forces dangereuses », comme les centrales nucléaires ou les digues, bénéficient d'une protection spéciale en DIH. Pourquoi ? Parce que leur destruction peut provoquer des catastrophes pour les civils (ex. : inondations, raz-de-marée, contamination radioactive). Ces sites peuvent être signalés par un emblème spécifique – trois cercles orange alignés sur un même axe – qui indique aux combattants qu'ils ne peuvent être attaqués, sauf cas extrême. À retenir : Le DIH cherche à prévenir les effets en chaîne dévastateurs que la destruction de ces infrastructures pourrait avoir sur les civils.



Lien avec le DIH

Les bombardements massifs de la Seconde Guerre mondiale, souvent justifiés par une interprétation discutable du DIH, mettent en évidence la nécessité de mieux protéger les civils. Les Alliés s'appuient sur l'article 25 de la Convention de La Haye de 1907, qui interdit d'attaquer des villes, villages ou bâtiments « non défendus » (c'est-à-dire n'abritant pas de forces militaires ou ne résistant pas activement), ainsi que sur les Règles de La Haye de 1923 – non contraignantes, car jamais adoptées, mais préfigurant les futures règles coutumières et conventionnelles –, qui prohibent les bombardements destinés à terroriser les civils ou dépourvus d'objectif militaire précis. Ils justifient leurs raids en ciblant des usines d'armement ou en arguant qu'une ville dotée de défenses antiaériennes est une ville « défendue ». Cependant, les pertes civiles massives, comme à Dresde ou Tokyo, témoignent d'une violation manifeste du principe de proportionnalité, illustrant combien les belligérants ont pu tirer parti de failles juridiques dans une logique de guerre totale.

Ces lourdes pertes civiles conduisent à l'adoption de la quatrième Convention de Genève de 1949, dédiée à la protection des civils en temps de guerre. Elle reconnaît les civils sous contrôle d'une partie adverse comme étant des « personnes protégées » (art. 4) et établit les garanties suivantes :

- Protection générale : les civils doivent être traités humainement et protégés contre la violence, y compris contre les attaques indiscriminées.
- Zones protégées : les articles 14 et 15 prévoient la possibilité de créer des zones neutres ou sanitaires pour abriter les civils, par accord entre les parties et dans la mesure du possible, en les préparant en temps de paix.

En 1949, la CG-IV ne prend toutefois pas pleinement en compte l'impact des bombardements modernes (armes nucléaires, missiles, etc.), et ses dispositions demeurent générales, laissant subsister des lacunes dans la protection des civils contre les attaques aériennes ou urbaines.

Pour combler ces lacunes, le Protocole additionnel I de 1977 précise et renforce les dispositions de la CG-IV, en particulier pour limiter les effets des bombardements et encadrer l'usage de la force, notamment en milieu urbain. Ses articles clés prévoient :

- l'obligation de distinguer entre objectifs militaires et civils, interdisant les attaques indiscriminées (article 48) ;
- l'interdiction des attaques visant les civils ou causant aux civils des dommages disproportionnés par rapport à l'avantage militaire attendu (article 51) ;
- l'obligation de prendre les précautions nécessaires pour épargner les personnes et les biens civils (article 57).

Ces règles – aujourd’hui largement reconnues comme coutumières – codifient les principes de distinction, de proportionnalité et de précaution, rendant illégaux les bombardements indiscriminés ou excessifs, tels que ceux observés durant la Seconde Guerre mondiale.

De la Convention de La Haye de 1907, dont les belligérants se sont prévalus pour justifier des bombardements, à la CG-IV de 1949, qui protège les civils, puis au PA-I de 1977, qui précise les règles contre les attaques indiscriminées, le DIH a progressivement évolué pour limiter les pertes civiles. Ancrées dans le principe d’humanité, ces normes, bien que parfois violées, demeurent essentielles pour encadrer les conflits modernes.

7. ...ET SOUS LA MER

Réponse :

- 5.17 : matelot de défense anti-aérienne légère.
- 5.11 : machiniste
- 5.16 : mécanicien de torpille
- 5.1 : sous-officier non navigant des services de santé
- 5.7 : opérateur d’hydrophone

En examinant la scénographie de la salle et le témoignage de Peter Petersen, sous-marinier allemand du U-518, entre 1943 et 1945 (<https://www.historynet.com/interview-u-boat-survivors-story/>), que pouvez-vous déduire concernant les conditions de vie à bord d’un sous- marin entre 1939 et 1945 ?

En 1939-1945, la vie à bord d’un sous-marin combine confinement extrême, conditions d’hygiène précaires, chaleur oppressante et stress permanent. D’après le témoignage de Peter Petersen, l’espace est si restreint que les fournitures s’entassent partout, compliquant chaque mouvement. La chaleur générée par les moteurs Diesel persiste après les plongées, obligeant les hommes à porter shorts et sandales pour supporter l’atmosphère étouffante. Les patrouilles, parfois longues de quatre mois, empêchent toute hygiène régulière. Les sous-mariniers laissent pousser leur barbe, ce qui finit par devenir un signe distinctif. L’odeur à bord est désagréable, et bien que de l’eau de Cologne « 4711 » soit fournie, elle est rarement utilisée, souvent conservée pour les proches, à terre. L’incertitude liée à la profondeur, perceptible uniquement via les jauges, crée une tension psychologique, d’autant que les sous-marins doivent souvent plonger profondément pour échapper aux détections ennemies, suivant le principe de « se cacher et devenir invisible ».

Lien avec le DIH

Durant la Première Guerre mondiale, l'Allemagne exploite un prétendu « vide juridique » concernant les *U-Boote*, non explicitement mentionnés dans les Conventions de La Haye de 1899 et 1907. Or, ces conventions, notamment celle de 1907, s'appliquent à tous les navires, y compris les sous-marins, imposant le respect des principes de distinction et d'humanité. En raison de leur nature furtive, les *U-Boote* échappent cependant partiellement aux obligations imposées aux navires de surface, notamment l'inspection des navires marchands avant l'attaque et le secours aux naufragés.

L'Allemagne justifie sa guerre sous-marine en accusant le blocus britannique, qui limite l'approvisionnement en nourriture et ressources, de constituer une attaque indirecte contre les civils, violant le principe d'humanité. En réaction, la *Kaiserliche Marine* mène une guerre sous-marine « à outrance » : elle cible sans distinction les navires neutres soupçonnés de ravitailler les Alliés, en violation des règles de neutralité et des lois de la guerre maritime (protection des navires neutres). Pire, les équipages allemands ne secourent pas les naufragés, les blessés et les malades, contrevenant à l'article 16 de la Convention, qui exige des mesures humanitaires envers les survivants.

Les violations des principes de distinction et d'humanité durant la Première Guerre mondiale incitent à réviser le droit maritime. Le Traité naval de Londres de 1930 et, surtout, le Protocole de Londres de 1936, précisent que les sous-marins doivent respecter les mêmes règles que les navires de surface :

- inspection des navires marchands avant attaque ;
- interdiction d'attaquer sans avertissement, sauf si le navire résiste ou est armé ;
- obligation de secourir les naufragés.

Malgré ces avancées, l'Allemagne relance la guerre sous-marine à outrance dès 1939, arguant que le blocus britannique et l'armement défensif des navires marchands (canons, artilleries antiaériennes) transforment les bâtiments en navires militaires. Ces justifications passent outre les principes de distinction et de proportionnalité, entraînant des pertes civiles massives.

La Convention de Genève II de 1949 renforce la protection des naufragés en mer, codifiant leur traitement humain, et réaffirme l'application des principes de distinction et d'humanité à tous les navires. Plus tard, le Manuel de San Remo sur le droit des conflits armés en mer (1994) modernise ces règles, précisant que les sous-marins doivent respecter le principe de distinction et interdisant les attaques indiscriminées, même contre des navires armés défensivement.

8. ÊTRE PRISONNIER EN 39-45

Inventaire d'un colis fictif : choisissez entre cinq et sept objets essentiels pour un prisonnier, en justifiant vos choix en fonction des conditions des camps et de ce qui sera autorisé, ou non, par les Allemands.

Réponse :

- Savon
- Couverture
- Biscuits secs
- Gants
- Livre
- Tabac
- Sucre
- ...

Tous les objets susceptibles d'être utilisés comme armes (couteaux, limes, ciseaux, etc.), les boissons alcoolisées (bières, vins, spiritueux, etc.), ainsi que les drogues ou médicaments non autorisés sont strictement interdits et systématiquement confisqués des colis.

Observez les photos et dressez la liste des éléments qui vous semblent exagérés ou manipulés et expliquez-les en les comparant avec ce témoignage de Raymond Gorlin, prisonnier français aux camps de Neuengamme et Wilhelmshaven, entre 1944 et 1945. (https://pedagogie.ac-reims.fr/memoire/enseigner/memoire_deportation/temoins51/gourlin.htm#france) :

Réponse :

- Le témoignage de Raymond Gorlin dépeint des conditions de vie inhumaines dans les camps de concentration : travail forcé, malnutrition, absence d'hygiène, violence et épuisement physique et mental. Dans ce contexte, des photos montrant des prisonniers souriants, jouant de la musique, lisant ou participant à des activités en plein air semblent fortement exagérées ou manipulées. Gorlin décrit un quotidien harassant : lever à 4 heures, 12 heures de travail à l'usine avec une pause de 30 minutes pour une « maigre pitance », marches de 4 à 5 km dans la boue, appels prolongés au garde-à-vous par tous les temps, auxquels s'ajoute la nécessité de soutenir ses camarades malades ou de transporter les morts, victimes des kapos ou des SS. Ces conditions laissent peu de place à la joie ou à la légèreté, rendant les sourires ou les scènes d'amusement très improbables. La musique, lorsqu'elle existe, est souvent imposée par les nazis pour accompagner les travaux ou les arrivées. Elle ne constitue pas une activité récréative spontanée, contrairement à ce que les photos peuvent suggérer. Les activités en plein air, comme des jeux ou des sports, sont tout aussi incompatibles avec les marches cadencées sous

surveillance stricte et l'épuisement décrit. Ces images sont des produits de propagande nazie, destinés à tromper les observateurs internationaux sur la réalité des camps. Le témoignage de Gorlin, ancré dans la souffrance et la discipline brutale, révèle le caractère artificiel de telles représentations, destinées à masquer l'horreur des stalags.

Lien avec le DIH

La détention des prisonniers durant la Seconde Guerre mondiale met en lumière les limites de la deuxième Convention de Genève de 1929, révélant l'insuffisance des rations alimentaires, les abus liés au travail forcé, les représailles contre les captifs, la dégradation des conditions de détention en fin de guerre et les atrocités commises.

Ces failles conduisent à l'adoption des Conventions de Genève de 1949, en particulier de la troisième Convention relative au traitement des prisonniers de guerre. Cette dernière clarifie les droits des prisonniers, régit le travail des captifs, améliore les conditions de détention et fixe des règles pour les transferts et évacuations, éclairées par les tragiques marches de la mort allemandes (1944-1945) et japonaises, comme celle de Bataan. Elle étend également la protection aux résistants et partisans en leur accordant le statut de prisonniers de guerre, et impose une application universelle afin de pallier le précédent soviétique.

Bien que n'étant pas liée par la Convention de Genève de 1929, qu'elle ne ratifie pas, l'URSS est totalement liée par les Conventions de La Haye de 1907 : les articles 4 à 20 du Règlement prévoient des protections pour les prisonniers, notamment l'obligation de leur garantir un traitement humain et des conditions de détention adéquates. Les prisonniers sont donc protégés en partie par les règles du droit international humanitaire.

La troisième Convention de Genève de 1949 consacre les principes de traitement humain et de respect de la dignité et de l'intégrité des prisonniers, détaillés dans les articles suivants :

- **Article 13** : exige un traitement humain des prisonniers, les protégeant contre les actes de violence, les intimidations et les humiliations publiques.
- **Article 14** : garantit le respect de l'honneur des prisonniers et la reconnaissance de leurs droits, indépendamment de leur situation.
- **Article 15** : impose la fourniture gratuite de nourriture, d'hébergement et de soins médicaux adéquats pour maintenir la santé des prisonniers.
- **Article 16** : assure l'égalité de traitement entre les prisonniers, sans discrimination fondée sur la race, la religion ou toute autre distinction.
- **Article 17** : protège les prisonniers contre les interrogatoires coercitifs, limitant les questions aux informations de base (nom, grade, date de naissance, matricule).

9. ATROCITÉS À L'EST

Examinez les vitrines et les panneaux explicatifs, puis établissez la liste des différentes formes prises par les crimes contre l'humanité commis par les nazis.

Réponse :

- Massacre par balles
- Ghetto
- Camp d'extermination/gazage
- Déportation/émigration forcée
- Travail forcé
- Aktion T4 (extermination des handicapés)
- Famine volontaire

Lien avec le DIH

Les massacres de civils, pillages et viols commis durant les conflits armés, notamment par des commandos ou unités irrégulières, violent les principes fondamentaux du DIH : la distinction et l'humanité. Ces actes, souvent accompagnés de tortures, marquent la Seconde Guerre mondiale et révèlent l'urgence de renforcer la protection des civils. L'article 25 de la Convention de La Haye de 1907 interdit déjà les attaques contre les civils non défendus, mais son application limitée conduit à l'adoption de la quatrième Convention de Genève de 1949, dédiée à la protection des civils en temps de guerre. La CG-IV établit des garanties pour les civils, en particulier pour ceux qui se trouvent sous le contrôle d'une partie adverse (« personnes protégées », art. 4). Ses articles sont une réponse directe aux atrocités mentionnées :

- Article 3 commun (applicable aux conflits internationaux et non internationaux) : pilier du DIH, il impose un traitement humain pour toutes les personnes hors combat, y compris les civils, interdisant les meurtres, tortures, traitements cruels, prises d'otages et atteintes à la dignité (ex. : viols). Cet article est crucial pour les conflits non internationaux, où les civils sont souvent ciblés.
- Article 27 : garantit un traitement humain, protégeant l'intégrité physique, l'honneur et la dignité des civils, notamment contre les viols et violences sexuelles.
- Article 32 : interdit les actes causant des souffrances physiques ou l'extermination, incluant les massacres et tortures.
- Article 33 : proscriit les punitions collectives et le pillage, protégeant les biens civils.
- Article 34 : interdit la prise d'otages, souvent associée aux massacres.
- Article 147 : qualifie les homicides volontaires, tortures, viols, pillages et autres atteintes graves comme des violations graves du DIH.

Ces dispositions consacrent les principes de distinction et d'humanité, rendant illégaux les massacres, pillages et viols, qui constituent explicitement des crimes de guerre selon l'article 8 du Statut de Rome de la Cour pénale internationale et sont donc passibles de poursuites pénales. En codifiant ces principes, elle offre un cadre solide pour la protection des civils, particulièrement via l'article 3 commun, essentiel dans les conflits non internationaux. Ces règles, ancrées dans le droit coutumier, restent cruciales face aux violations contemporaines.

10. LE DIH ET LE SORT DES ENFANTS EN PÉRIODE DE CONFLIT

Réponse :

- **Les différents jouets** : puzzles, figurines et jeux de société glorifient le militarisme, le culte du Führer et les valeurs nazies, telles que l'idéal aryen ou l'antisémitisme. Les figurines de soldats ou de Hitler, souvent dotées de bras articulés permettant d'exécuter le salut nazi, contribuent à normaliser la violence et l'obéissance au régime. Ces objets transforment le jeu en un instrument d'endoctrinement, habituant les enfants à accepter les politiques nazies.
- **Les livres** : sous le Troisième Reich, les livres sont des instruments majeurs de la propagande nazie, destinés particulièrement à façonner la vision du monde des enfants. Les récits, souvent illustrés de façon simple et colorée, rendent les messages accessibles et mémorables. Les manuels scolaires sont réécrits pour exalter le militarisme, le culte d'Hitler et le nationalisme, tandis que la littérature jeunesse – y compris des contes réinterprétés – inculque discipline et obéissance. Les bibliothèques publiques censurent les œuvres « indésirables » (juives, communistes, etc.), et des autodafés, comme celui de 1933, détruisent les livres opposés au régime, renforçant le contrôle idéologique.
- **Le système scolaire** : sous le Troisième Reich, le système scolaire devient un pilier central de la propagande nazie. Il est remanié afin d'endoctriner la jeunesse. Dès 1933, les programmes scolaires sont révisés pour glorifier l'idéologie nazie : l'histoire exalte le nationalisme et le militarisme, la biologie enseigne la « supériorité raciale » aryenne, et les cours de littérature censurent les auteurs non conformes tout en privilégiant des textes antisémites ou pro-hitlériens. Les enseignants, souvent membres du parti nazi ou contraints de le devenir, utilisent des manuels du parti pour diffuser les théories raciales. Les écoles imposent également des rituels, comme le salut au drapeau nazi ou des chants patriotiques, afin d'ancrer l'idéologie dans le quotidien des élèves.
- **Les activités sportives** : sous le Troisième Reich, les activités sportives constituent un outil central de la propagande nazie, visant à diffuser l'idéologie du régime et à préparer la jeunesse à la guerre. Les programmes scolaires et les organisations comme les Jeunesses hitlériennes intègrent des entraînements physiques rigoureux, mettant l'accent sur la force, la discipline et l'endurance, considérées comme des vertus aryennes. Les sports, comme l'athlétisme, la boxe

ou la gymnastique, servent à forger des corps « parfaits » conformes à l'idéal nazi et à préparer les jeunes au combat. Les clubs sportifs sont « aryens » et excluent les Juifs, renforçant la ségrégation raciale. Encadrées par des instructeurs nazis, les activités physiques inculquent aussi l'obéissance et l'esprit de groupe, en accord avec les valeurs militaristes du régime.

- **Les défilés** : sous le Troisième Reich, les défilés, notamment ceux qui impliquent la jeunesse via les Jeunesses hitlériennes et la Ligue des jeunes filles allemandes, sont un puissant instrument de propagande nazie. Ces manifestations, souvent spectaculaires et minutieusement orchestrées, mettent en scène des milliers de jeunes en uniformes, marchant au pas, portant des drapeaux nazis et chantant des hymnes patriotiques. Elles glorifient le militarisme, l'unité nationale et le culte d'Hitler, tout en exaltant l'idéal aryen. Les défilés inculquent aux jeunes un sentiment d'appartenance au régime, tout en les préparant psychologiquement à la discipline militaire et à la loyauté absolue envers le Führer.
- **L'équipement (les uniformes)** : sous le Troisième Reich, les uniformes des organisations de jeunesse, comme les Jeunesses hitlériennes et la Ligue des jeunes filles allemandes, constituent un instrument essentiel de la propagande nazie. Conçus pour symboliser l'unité, la discipline et l'appartenance au régime, ces uniformes standardisés – chemises brunes, foulards, insignes à croix gammée et ceinturons pour les garçons, jupes et chemisiers pour les filles – reprennent l'esthétique militaire, renforçant l'idéal martial. Ils effacent l'individualité et forgent une identité collective alignée sur les valeurs nazies. Porter l'uniforme est un acte public de loyauté, glorifiant le Führer et l'idéologie aryenne. Leur production de masse et leur distribution obligatoire dès 1936, assurent un contrôle visuel et idéologique, tout en préparant les jeunes à l'obéissance et à la militarisation.

Lien avec le DIH

L'utilisation d'enfants dans les conflits armés, pratique observée durant la Seconde Guerre mondiale par des belligérants tels que l'Allemagne, le Japon, la Chine et l'URSS, souligne l'urgence de protéger cette population vulnérable. La réponse juridique repose sur une combinaison d'instruments du DIH, applicable aux conflits armés, et du droit international des droits humains (DIDH), applicable en temps de paix comme en période de guerre. La Convention relative aux droits de l'enfant (CDE) de 1989, son Protocole facultatif de 2000, les Protocoles additionnels aux Conventions de Genève de 1977 et le Statut de Rome de 1998 établissent un cadre solide qui interdit l'enrôlement des enfants et assure leur protection.

Le DIH protège spécifiquement les enfants :

- Article 77(2) du Protocole additionnel I : dans les conflits internationaux, il interdit le recrutement ou la participation aux hostilités d'enfants de moins de 15 ans, imposant aux États de privilégier les plus âgés (15-18 ans) pour tout recrutement.
- Article 4(3)(c) du Protocole additionnel II : dans les conflits non internationaux, il prohibe de manière similaire le recrutement ou l'engagement d'enfants de moins de 15 ans par des groupes armés non étatiques ou étatiques.

La Convention relative aux droits de l'enfant de 1989, relevant du DIDH, garantit les droits fondamentaux des enfants en toutes circonstances. Son article 38, qui établit un lien direct avec le DIH, précise :

- Les États doivent s'abstenir d'enrôler des enfants de moins de 15 ans dans les conflits armés.
- Les enfants affectés par la guerre doivent être protégés contre la violence et l'exploitation.

À la croisée du DIH et du DIDH, son Protocole facultatif de 2000 relatif à l'implication des enfants dans les conflits armés, renforce ces protections :

- Interdiction du recrutement ou de la participation directe d'enfants de moins de 18 ans dans les hostilités, que ce soit par des forces étatiques ou non étatiques.
- Mesures pour prévenir l'enrôlement forcé, démobiliser les enfants-soldats et assurer leur réhabilitation (éducation, soutien psychologique).

Ce protocole répond aux conflits modernes, où des groupes armés non étatiques exploitent souvent des enfants, comme au Congo ou en Angola.

Le Statut de Rome de 1998, fondement de la Cour pénale internationale, qualifie le recrutement ou l'engagement d'enfants de moins de 15 ans dans les hostilités comme un crime de guerre, tant pour les conflits internationaux que pour les conflits non internationaux. Cette disposition renforce la responsabilité pénale des recruteurs.

La protection des enfants dans les conflits armés repose à la fois sur le DIH (PA-I et PA-II de 1977, Statut de Rome) et le DIDH (CDE de 1989, Protocole de 2000). Ces instruments interdisent l'enrôlement d'enfants, criminalisent leur exploitation et promeuvent leur réhabilitation, en conformité avec les principes de distinction et d'humanité. Malgré ces avancées, leur application demeure cruciale face aux violations persistantes.